# Regards croisés sur les rapports entre politiques et médias

## L'information et la communication, sont-elles conciliables?

#### Textes du séminaire

## tenu le 17 décembre 2009 à l'hôtel des Almadies, Dakar

# Discours du Ministre de la communication p. 2 Discours du Représentant Résident de la Fondation Konrad Adenauer p. 6 Communication de M. Moustapha Gueye p. 8 Communication du Prof. Fatou Kiné Camara p. 14

Table des matières

Communication de Mme Fanta Diallo

p. 19

## Discours du Ministre de la communication, M. Moustapha M. Guirassy

Monsieur le Représentant-Résident de la Fondation Konrad Adenauer

Madame la Directrice du CESTI

Monsieur le Directeur de l'APS

Mesdames et Messieurs les participants

Les regards croisés que les hommes politiques, les professionnels de la communication sociale et les membres de la société civile portent sur la presse, dans la collecte et le traitement de l'information publique, intéressent au premier chef le Ministre de la Communication que je suis. Si je me suis joins à vous, c'est surtout pour vous écouter, vous qui partagez l'espace public avec ceux là mêmes qui sont considérés comme les principaux animateurs de la vie démocratique et dont la présence dans ce champ d'expression des libertés est le véritable gage de la vivacité et de la vitalité de notre démocratie.

Les journalistes jouent en effet un rôle éminemment important dans la société dont ils ne sont pas simplement un maillon mais plutôt un levier de toute première importance.

C'est la raison pour laquelle, j'éprouve un réel plaisir en m'associant à toutes ces réflexions autour d'une profession aussi attractive, passionnante et délicate que le journalisme mais également une profession sujette à controverses de la part de ceux qui tous les jours, bénéficient de ses éminents services et de ceux là mêmes qui l'exercent.

La presse, activité de service public par excellence, ne laisse personne indifférent car elle touche à tout le monde et à tous les domaines de la vie politique, économique et sociale, comme en témoigne, au demeurant, votre présence si nombreuse et variée à ces travaux.

Le thème que vous avez choisi cette année à savoir « l'information et la communication sont-elles conciliables ?» est un véritable sujet d'actualité au moment où beaucoup s'interrogent sur l'étroitesse des liens entre ces deux concepts au point de créer souvent une confusion et de susciter un débat controversé, voire des crises.

Pour avancer dans le débat, il nous faudra au préalable définir ce qu'est un journaliste :

Beaucoup de personnes, y compris parmi les professionnels, ont du mal à définir ce qu'est précisément un journaliste. La loi n'a jamais précisé en quoi cette profession consistait exactement dans sa mission. D'où un flou, pas toujours artistique, sur le

statut et le rôle du journaliste dans la société. Ce flou est préjudiciable à un clair partage des rôles, devenu pourtant nécessaire en raison de l'explosion des nouvelles technologies et du poids croissant de la publicité.

Dans de nombreux pays, le journalisme n'est défini qu'en référence à

l'exercice de la profession de journaliste. Ainsi, une information de presse est définie :

- par la structure qui réalise et diffuse l'information.

L'information est une donnée diffusée par un organe de presse, par le biais du journaliste (droit du travail régi par la Convention collective nationale des journalistes ; carte de presse) ;

Ainsi, nous pouvons dire qu'actuellement un contenu informatif est dit de presse quand il concerne l'actualité, quand il comporte, théoriquement, un minimum d'informations d'intérêt général.

En vérité, cette définition ne nous dit pas grand-chose sur les aspects professionnels, ni sur les qualités attendues (vérité, résonances civiques, etc.) des informations diffusées.

Ceci nous amène à convoquer ici une définition de Jean-Luc Martin-Lagardette, plus philosophique ou politique que celle actuellement en vigueur, de l'information de presse :

« En théorie, dans une société démocratique, une information journalistique est la description précise et/ou l'explication d'un fait (événement ou situation) d'actualité puisé dans le présent ou ayant une signification pour le temps présent. Ce fait étant significatif universellement ou collectivement, ou présentant un caractère d'intérêt général recherché au nom du public et de son droit de savoir, sélectionné et mis en forme par une conscience honnête, libre, formée à la démarche d'objectivité ainsi qu'au respect de la vérité (au sens de l'exactitude des faits et de la cohérence du sens).

Cette description ou cette explication est diffusée par un média responsable procurant au journaliste les moyens d'accomplir sa mission et lui garantissant son indépendance par rapport à tout pouvoir (idéologique ou économique, y compris par rapport aux intérêts de l'entreprise ou de l'organisme qui l'emploie quand il y a un enjeu démocratique de l'information). La question de la clause de conscience est là pour justifier une telle attitude.

Mais alors pourquoi, si le journaliste doit professer au nom du public, et traiter de faits significatifs aux yeux de la société, être socialement responsable, continuer à

confiner sa mission dans la seule sphère de <u>l'information</u>, centrée sur l'unique question du QUOI ?, c est à dire de quoi parle-t-on, quelle signification cela a-t-il ?

Comment assurer en effet aux citoyens, un journalisme citoyen et responsable, si le journaliste dans l'exercice de sa profession ne s'intéresse pas comme dans la <u>communication</u>, à la double question du POURQUOI ? et du POUR QUOI ? Pour quelles raisons essentielles et importantes pour la société traitons-nous de tel sujet ?, et dans quels buts, pour quels résultats bénéfiques, instructifs, juste pour la société ?

Cette série de questionnements montre combien l'information et la communication sont indissolublement liées. Elles constituent, à nos yeux, deux mamelles essentielles de la démocratie qui suppose à la fois une liberté d'expression et un sens de la responsabilité vis-à-vis de sa communauté pour permettre et améliorer notre commun vouloir de vivre ensemble.

Mais, si l'homme est devenu un géant technologique force est de reconnaitre qu'il demeure encore, à l'ère des technologies de l'information et de la communication, un nain politique. En effet, les hommes dominent la nature mais ils n'ont pas encore appris à vivre ensemble et à communiquer. Tout se passe donc comme si après Prométhée (qui nous a offert le feu) nous étions encore en attente de ce dieu qui symbolise l'échange, le commerce et la communication que les Grecs appelaient Hermès, les Romains Mercure ».

En définitive, on peut dire avec Habermas que l'humanité moderne a développé une rationalité stratégique (dans son rapport à la nature) au détriment d'une rationalité communicationnelle (qui concerne les rapports des hommes entre eux). Ce qui est en porte à faux avec un vieil adage sénégalais qui veut que l'homme soit le remède de l'homme par le compagnonnage mais aussi par la communication.

En mesurant l'importance du rôle du journalisme, et la nécessité de l'exercer avec éthique et sens de la responsabilité, ne devrons nous pas alors récupérer la communication au profit du journalisme afin de lui permettre de mieux jouer son rôle pour renforcer ce commun vouloir de vivre ensemble.

Mais là encore ne serons nous pas forcés, de nous interroger de façon critique sur la composante idéologique de la communication qui risque de trahir l'esprit et l'âme du journalisme ?

Ces questionnements constituent une invite à une méditation. La presse sénégalaise, comme toutes les presses du monde, est à la fois multiple et complexe. Elle n'est ni uniforme ni monolithique. Elle est ce qu'elle est et son procès ou son apologie sera celui de la société dont elle est une composante essentielle.

Si elle est parfois victime d'une confusion de genre, s'il lui arrive de confondre les fonctions d'information et de communication, c'est que la frontière entre ces deux approches est très ténue. Les débats de ce matin vont sans doute nous aider à analyser la complexité de cette question qui constitue pour beaucoup d'entre nous une équation à plusieurs inconnues.

La question posée en débat est en effet aussi complexe que la notion de responsabilité sociale du journaliste. Mais afin d'éviter le désordre, voire le chaos, elle doit nécessairement trouver une réponse, peut être pas valable pour tous, mais adaptée à chaque conscience, à chaque expérience et à chaque contexte.

Permettez-moi de remercier, à cet égard, la Fondation Konrad Adenauer pour la façon dont elle soutient et accompagne l'émergence d'un journalisme citoyen à travers, entre autre grandes actions, des réflexions de cette nature.

Monsieur le Représentant-Résident, nous mesurons à sa juste valeur tout l'intérêt que vous portez à la formation du Sénégalais et à la promotion d'un espace de débat démocratique et constructif. Toutes les initiatives que vous prenez dans les différents domaines visent en fait à renforcer la conscience citoyenne et à favoriser l'émergence de véritables agents de développement. Soyez assuré que l'Etat du Sénégal et son gouvernement en sont très reconnaissants.

Nous en sommes d'autant plus convaincu que vous êtes partie prenante dans le partenariat triangulaire en vous joignant au CESTI, grande école de référence en matière de journalisme et l'Agence de presse Sénégalaise, l'une des sources d'informations les plus crédibles et le grand pourvoyeur de nouvelles aux organes de presse.

En choisissant de vous mettre à trois pour réfléchir sur des questions aussi importantes que celles liées au journalisme et à la communication, vous avez en fait choisi de travailler pour le ministère de la Communication dont la mission est également de créer des espaces de dialogue, de concertations et d'échanges sur les questions de citoyenneté .

#### Mesdames et Messieurs

Comme vous le voyez, si j'ai choisi délibérément de ne pas m'étendre sur le sujet du débat que de ce matin, c'est bien parce, en tant que ministre en charge des journalistes, je suis aussi intéressé par les avis des autres et les conclusions de ces réflexions.

Connaissant la valeur, la hauteur d'esprit, la lucidité et capacité de d'analyse des hommes et des femmes qui sont dans cette salle, Je suis persuadé que le débat sera à la hauteur des attentes.

Je vous remercie.

#### Allocution du Dr. Gehrold, Représentant Résident de la Fondation Konrad Adenauer

Monsieur le Ministre,

Madame la Directrice du Cesti,

Monsieur le Directeur de l'APS,

Mesdames, Messieurs les représentant des partis politiques, des médiats et de la société civile,

Chers participants, Mesdames, Messieurs

Au nom de la Fondation Konrad Adenauer, je vous souhaite la bienvenue à notre rencontre des regards croisés. Je vous remercie d'avoir répondu à notre invitation pour cette journée que nous organisons dont l'objectif est de promouvoir des relations saines entre la politique et ce qui représente le quatrième pouvoir.

Je voudrais maintenant brièvement parler de la Fondation Konrad Adenauer à l'intention de ceux qui ne la connaissent pas encore.

La Fondation Konrad Adenauer est une fondation politique allemande. Elle porte le nom de Konrad Adenauer, le premier chancelier de la République Fédérale d'Allemagne, qui fut un des politiciens les plus marquants et importants de son époque. C'est grâce à la politique de Konrad Adenauer que la démocratie et la liberté ont pu s'ancrer solidement en Allemagne après cette période la plus sombre de l'histoire allemande, le troisième Reich.

La Fondation Konrad Adenauer a été fondée après la seconde guerre mondiale avec l'objectif de promouvoir la démocratie, les droits de l'homme, la liberté et l'état de droit. Dans le contexte de la coopération internationale, elle soutient aujourd'hui des projets dans plus de 86 pays du monde, dont 24 sur le continent africain.

Les bases de nos activités sont les idéaux et convictions de la démocratie chrétienne : solidarité, liberté de l'individu, justice sociale, droits de l'homme, démocratie.

Nous sommes implantés au Sénégal depuis 1976. Les thèmes principaux de la Fondation Konrad Adenauer au Sénégal sont : la promotion de la démocratie, de la bonne gouvernance et de l'état de droit, l'appui à la décentralisation, le renforcement du secteur économique privé, la promotion du dialogue politique, interculturel et interreligieux et la promotion de l'éducation civique.

Notre fondation se conçoit comme un pont entre la politique, l'économie et la société; entre les collectivités et les individus. L'engagement de chaque individu est important pour la société afin qu'elle puisse se développer.

Le thème spécifique de ces regards croisés d'aujourd'hui porte sur la conciliation entre l'information et la communication. Le métier de journaliste représente un défi permanent entre ces deux mots. Un journaliste se doit de donner l'information réelle, telle qu'elle est et non un semblant de vérité. Cependant cela ne signifie pas que le journaliste doit se considérer comme un saint homme pourfendant de soi-disant ennemis du peuple que représenteraient les politiques. Qu'il le veuille ou non le journaliste communique à chaque fois qu'il relate et commente un fait. En outre du moment où il fait une analyse même s'il celle-ci s'avérait la plus impartiale au monde, elle constitue une prise de position. La communication fait partie intégrante du journalisme. Mais elle ne doit pas prendre le pas sur l'information qui constitue la stricte vérité.

En Europe vous ne trouverez aucun journal sans positionnement politique. Mais vous pourrez toujours voir s'il s'agit d'un vrai journal ou d'un ramassis de feuilles éparses selon ce qu'il défend. Une vingtaine de pages ne constitueront un vrai journal que du moment où les idées et les prises de positions qui s'y trouvent se référeront à des idéaux, et à des conceptions de société et en aucun cas à la pensée d'un prétendu leader qui délivrerait la parole sacrée.

Au Sénégal, la presse a évolué de manière impressionnante depuis dix ans. Il existe une multitude de quotidiens, d'hebdomadaires, de chaînes de radio et de télévision sans oublier la presse en ligne qui se développe de plus en plus. Il est néanmoins impératif de veiller non seulement à la quantité des médiats, mais aussi à la qualité des productions. C'est dans ce sens que nous coopérons volontiers avec le CESTI et l'APS, le CESTI en sa qualité d'institut le plus prestigieux de formation de journalistes dans l'espace francophone. Et l'Agence de Presse Sénégalaise parce qu'elle donne un exemple accompli d'un journalisme sérieux, recherché et de très haute qualité. Je saisis l'occasion pour féliciter et remercier Mme Aw et Monsieur Koumé et tous leurs collaborateurs. Mes remerciements vont également à l'endroit de nos conférenciers et modérateurs de ce jour, tous éminents chercheurs et journalistes.

Je remercie spécialement Son Excellence Monsieur le Ministre Moustapha Guirassy qui a bien voulu nous honorer de sa présence et de son allocution ce matin.

A présent, je vous remercie de votre aimable attention et je nous souhaite des échanges et des débats fructueux.

#### Moustapha Gueye, enseignant au CESTI

#### LA CONFLICTUALITE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION EN DEMOCRATIE

#### **INTRODUCTION**

Depuis toujours, l'information a été au cœur des processus de démocratisation des systèmes politiques. Elle continue, de nos jours, à être la sève nourricière qui assure à la démocratie toute sa vitalité, en garantissant aux citoyens une participation active à la vie de la collectivité, mais aussi en assurant la transparence dans la gestion des affaires de la cité. De par son origine latine « informare » qui signifie mettre en forme, l'information renvoie au travail du journaliste. C'est le sens que nous retiendrons, parmi d'autres, en raison de sa pertinence par rapport au thème de notre exposé. Depuis la naissance de la grande presse au XIXème siècle jusqu'aux années 1960-1970, l'information se résumait aux nouvelles, aux récits transmis par les médias de masse comme la presse, la radio et la télévision. Cependant, avec l'avènement de la société de l'information avec les réseaux numérisés de communication, l'information renvoie également aux industries de la connaissance, des savoirs, des loisirs et du divertissement. Le journaliste perd alors le monopole de la production de l'information. Il y a alors une rencontre entre l'information et la communication. En effet, de son origine latine « communicare » qui veut dire partager, mettre en relation, la communication est devenue l'art de persuader. La plus petite organisation civile, politique ou militaire a son dispositif de communication. Dès lors, ces organisations produisent de l'information dans l'objectif de valorisation et de promotion de l'image d'un homme ou d'une institution. Cette information est modelée suivant les techniques de la propagande, capable de manipuler aussi bien le citoyen ordinaire que le journaliste.

Notre exposé sera donc axé sur les enjeux de cette rencontre, pour ne pas dire cette fusion entre l'information et la communication et des dangers qu'elle représente pour la démocratie, d'une part. D'autre part nous analyserons la conflictualité de cette rencontre devant un « **journalisme de résistance** » pour la survie de la démocratie, qui heurte le plus souvent la stratégie des politiques

#### Première partie

L'information et la communication en fusion

Cette fusion, qui se manifeste sur l'alignement du traitement de l'information journalistique selon les normes de la communication peut s'expliquer par plusieurs causes dont : les réponses apportées par les médias face aux défis d'ordre économique mais aussi par les manipulations des conseillers en communication et autres « spin doctors » des hommes politiques qui envahissent les rédactions.

#### Chapitre I

#### La dictature de l'audimat

La recherche du plus large public possible a eu pour conséquence la superficialité et la spectacularisation de l'information

#### Section I

# La dénaturation des critères de l'information : le sens à l'arrière plan de l'image et de l'urgence

En principe, l'information correspond à la description précise - et vérifiée - d'un fait, mais également un ensemble de paramètres contextuels permettant au lecteur de comprendre sa signification profonde. En d'autres termes, c'est apporter des réponses aux questions : Qui fait quoi ? Quand ? Où ? Comment ? Pourquoi ? Avec quels moyens ? Dans quelles circonstances ? Et quelles en sont les conséquences ? Avec le règne de la télévision, qui occupe une place dominante dans la hiérarchie des médias, informer, c'est montrer l'histoire en train de se produire. L'image de l'évènement ou sa représentation suffit à lui donner toute sa signification. Le critère même de l'information devient sa visibilité et non plus sa véracité. Elle existe parce qu'elle est « télévisable ». Le journaliste lui-même s'efface devant le flot des images, son rôle consistant plus à montrer qu'à démontrer. On assiste alors à une « emblématisation » de plus en plus fréquente d'évènements à caractère complexe. La tyrannie de l'image favorise le recours aux archives, à la reconstruction des évènements, aux manipulations, aux bidonnages (RAMONET, I. « La Tyrannie de la communication », p. 192, Galilée 1999).

#### Section II

#### Le journalisme de communication ou l'information communicationnelle dans la presse

La dictature de l'audimat s'est emparée de la presse sous la forme du « marketing éditorial » qui se développe, avec ses techniques héritées de la publicité, pour définir quels sont les sujets qui attirent le public le plus large possible» (RAMONET, I. « La Tyrannie de la communication », Galilé, p. 196). Choisis sur la base de critère qui renvoie plus au ludique et au spectaculaire, les titres « racoleurs » sont mis en exergue et les images, tout en couleurs,

sous le format d'un écran de télévision. Les contenus sont faciles d'accès, les articles courts, et le style amusant au point de permettre au public de s'informer sans se fatiguer, « comme à la télé ». Cette pratique que l'on considère comme une peopolisation de la presse a fait pendant longtemps l'objet de débats passionnés dans l'espace public sénégalais....

Cette pratique du journalisme, qui fait des attentes du public le seul critère qui vaille dans la production de l'information, a connu ses « lettres de noblesse » aux Etats-Unis, sous le concept de *public journalism*. Ce « journalisme public » y est perçu comme étant une des exigences de la démocratie. « Pour être meilleurs démocrates, les journalistes doivent devenir les meilleurs commerçants, se soucier davantage des enquêtes d'opinions et d'audience ». Il s'agit ainsi de rompre avec l'élitisme et se rapprocher du peuple. Il y a une appropriation des instruments du marketing commercial, mais cette fois ils sont orientés vers la promotion et le renforcement de la démocratie. Les médias renouent ainsi avec l'un des crédo du monde des affaires : avec cynisme « *les marchés et l'avis des clients (la demande autrement dit) représentent la seule forme de démocratie possible* ». (Thomas C. Franck, « Populisme » médiatique. Newseum, le musée qui enterre le journalisme » in *Le Monde diplomatique*, août 1999). L'information se réduit à sa plus simple expression possible. S'informer sans se fatiguer.

Comme dans la communication publicitaire, les médias, aussi bien audiovisuels qu'écrits, privilégient dans la fabrication de l'information, les atouts de séduction pour mieux conquérir l'adhésion et la fidélité du public. A côté des études d'audience et des sondages, internet est devenu un espace d'interaction avec le public permettant, à travers des forums de recueillir au jour le jour, les réactions et avis de la « clientèle » pour mieux s'ajuster aux exigences du marché. Le processus de production de l'information par les médias de masse perd de plus en plus son caractère unilatéral.

#### Chapitre II

#### Les agences de communication parasitent la production journalistique

« Quand toutes les institutions et organisations de la sociétés se sont mises frénétiquement à faire la même chose. Il n'y a pratiquement plus d'organisme (administratif, militaire, politique, économique, culturel, social etc.) qui ne soit doté de services de communication et qui n'émette sur lui-même et sur ses activités un discours pléthorique et élogieux. A cet égard, tout le système dans les « **démocraties cathodiques** » est devenu rusé et intelligent, tout à fait capable de manipuler les médias et les journalistes (RAMONET, I. , *op. cit.* p. 193). A travers le support papier, la télévision ou les multiples sites internet, le journaliste est servi de toutes sortes d'information « à domicile ». Leurs écrits sont de moins en moins le produit d'enquêtes qui demandent du temps et de l'argent , dans un contexte où le « direct et le temps réel » ne laisse guère le temps à la vérification de la véracité de l'information. La nouvelle pratique du « journalisme assis » ouvre ainsi les espaces des médias aux messages

des agences de communication qui savent épouser les contours du marketing éditorial, par la séduction des écrits et des images. En particulier, avec la spectacularisation de l'information politique, les acteurs politiques recherchent toujours le geste ou la petite phrase qui sera assurément repris par la presse dans un unanimisme quasi-concerté.

#### Section I

# Les institutions deviennent les sources privilégiées des médias : la sur-représentation du politique

Hall et ses collaborateurs avancent que les comptes rendus des médias s'appuient sur les déclarations « objectives » et « faisant autorité » des sources « autorisées ». Ces sources sont les représentants des principales institutions sociales, et celles-ci sont « autorisées » « à cause de leur pouvoir institutionnel et de leur position, mais aussi en raison de leur "statut représentatif" : ou bien elles représentent la "population" (les députés, les ministres, etc.), ou bien des groupes d'intérêt organisés. Leur conception des méthodes professionnelles permettant d'établir la crédibilité des sources conduit les médias à se tourner de façon structurelles vers des sources puissantes et privilégiées qui deviennent "sur-introduites" auprès d'eux. La conséquence est l'accaparement de l'espace public avec la complicité des médias par les « puissants » à l'exclusion de la majorité silencieuse.

#### Section II

#### La démocratie en péril

Il y a une expansion vertigineuse du domaine de la communication tant dans la sphère théorique que dans la sphère d'activité. Tout devient subordonné aux nouvelles techniques de communication. On a l'impression de participer à l'expression immédiate et spontanée du monde alors que c'est le monde des machines qui le représente et s'exprime à notre place. C'est cette confusion des genres, cette symbolique de la communication que Lucien Sfez appelle le « tautisme » (« Entretien avec Lucien Sfez : La communication contre la démocratie ? in MEDIASPOUVOIRS n° 31-32, 4ème trimestre 1993)». Tautisme que nous nous pouvons définir comme étant cette capacité de dédoublement de la réalité rendue possible par cette prolifération envahissante des « machines à communiquer ». Le citoyen a l'illusion d'être mieux informé et qu'il participe à la vie du monde en toute connaissance de cause. Sfez en conclut que la démocratie est en péril quand le contenu devient pléthorique par rapport au sens. « L'excès de communication tue la démocratie ». La surinformation crée une relation d'aliénation du citoyen qui en demande toujours plus, comme le drogué, sa dose aux médias. Ce qui le rend vulnérable à la manipulation.

## Deuxième partie

# Le « journalisme de résistance » pour sauver la démocratie : un journalisme qui va au delà du visible et du dire

Devant la complexité de la représentation du monde à travers les médias par la diversité de la nature et des sources des messages, des enjeux et des intérêts parfois imperceptibles par le grand public, le rôle du journaliste généraliste est essentiel. Comme le souligne Dominique Wolton, plus il y a de niveaux de discours, de connaissances, de mensonges, de demi-vérités, plus la fonction de journaliste généraliste est essentielle.

#### **Chapitre I**

#### L'indispensable conflictualité entre les journalistes et les acteurs de la communication

Le parti politique le plus insignifiant, l'association la plus microscopique fait de la couverture médiatique, le principal défi de ses moindres manifestations. La réalité et les véritables enjeux se cachent derrière la superficialité. Le visible et le paraître l'emportent sur les profondeurs de l'invisible. Il se met alors en place tout un arsenal communicationnel, dont le discours cache souvent « l'affaiblissement des structures militantes, associatives, syndicales, politiques qui donnent au citoyen le sentiment de pouvoir agir. La communication est devenue une panacée au détriment de l'action ». Dans un tel contexte, l'information journaliste au sens de rapporter la réalité des faits devient indispensable pour la transparence du jeu démocratique, de ses acteurs et de leurs motivations avouées ou inavouées. Il y va de la compréhension pour les citoyens des problèmes et des enjeux du moment et de leur capacité à s'impliquer en toute connaissance de cause dans la vie leur communauté. Au sens de Wolton, le journaliste est le reporter dont le rôle consiste à « aller voir, enquêter et rapporter. L'enquête permet de plus en plus de démêler les fils de plus en plus ténus des systèmes d'information gérés par des lobbies ou des groupes d'intérêt ».

La duperie ne résiste pas toujours à la force de la vérité et à l'authenticité des faits. C'est ainsi que le monde politique ou celui des affaires est toujours rattrapé par les « affaires ». Ce qui devrait relever de l'information courante devient alors un scandale qui devient les choux gras de la presse et malheureusement, pour en cacher d'autres. On a l'impression que ce monde de la communication est un monde du leurre où chaque affaire en cache une autre. Les journalistes ont alors besoin de s'armer de patience et de perspicacité pour toujours guetter la vérité.

#### **Chapitre II**

#### La communication prise au piège de l'information

A travers l'information, les journalistes présentent les faits et les commentent au jour le jour, et leur trouvent des significations cachées qui mettent facilement en cause la capacité d'action ou la crédibilité des hommes politiques ou d'autres acteurs publics ou privés. Dès lors, la contre-information produite sur la base de l'investigation journalistique devient un

antidote de l'effet recherché dans la stratégie de communication. La pression de l'information et de l'évènement devient un vecteur de déstabilisation de l'acteur amené à faire le tour des rédactions pour répondre ou démentir. « Ils exhibent le roi dans toute sa nudité », pour reprendre Dominique Wolton. La communication si bien planifiée se transforme en une gesticulation communicationnelle floue de sens et peu convaincante. Au plan politique, cela se traduit par des tentatives de bâillonnements de la presse par l'intimidation, les agressions physiques ou les sanctions pénales.

#### **CONCLUSION**

L'information et la communication sont indispensables à la cohésion sociale et à la stabilité dans un système démocratique. Elles font le lien dans les rapports humains et sociaux mais surtout elles sont un gage de participation à la vie publique grâce à la fonction de publicité des médias des choix politiques et de leur mise en œuvre. Les journalistes y jouent alors un rôle de médiateurs sociaux qui offrent un espace de convergence entre les sphères de décisions et les désidérata des citoyens. Mais l'on sait la précarité de cette homéostasie dans une société où les inégalités et les injustices caractérisent les rapports entre les hommes. L'information et la communication deviennent des accélérateurs de tensions (Dominique Wolton, « Il faut sauver la communication », Flammarion Paris, 2005). Elles représentent la conflictualité de l'espace démocratique et exacerbent la conscience critique. Si d'un certain point de vue l'information et la communication dan un Etat donné se fixent pour objectif le gommage des différences et des voix discordantes, l'idéal du journalisme en démocratie est de rendre compte des consensus et des discordances, autrement dit de faire du rassemblement et du conflit. C'est de là que le jeu démocratique tire toute sa vitalité

#### Fatou Kiné Camara, professeur Faculté des sciences juridiques, UCAD

L'Information et la Communication sont-elles conciliables?

#### PASSER DE L'INFORMATION A LA COMMUNICATION : DEFIS ET ENJEUX

En tant qu'enseignante, je devrais pouvoir donner une réponse claire à cette question. En effet, enseigner c'est communiquer un savoir, c'est-à-dire livrer des informations de manière pédagogique. La communication c'est donc pour moi la pédagogie de l'information ou comment livrer une information qui fasse sens pour ses destinataires. Ainsi, la communication doit avoir pour rôle de livrer une information qui soit non seulement compréhensible pour ses destinataires mais aussi les incite à la réflexion voire à la discussion, à l'échange d'idées. Rôle on ne peut plus important puisqu'il, est une des pierres cardinales de la démocratie.

Bizarrement, nous tombons tous parfois dans l'erreur de penser que le moyen de communiquer le plus efficace, pour ne pas dire le plus simple c'est par la terreur. Le savoir par la peur. C'est ainsi qu'un maître ou une maîtresse préférera taper sur les doigts de son élève qu'elle qualifie en plus de cancre, plutôt que de perdre un temps précieux à lui répéter pour la cent douzième fois des règles grammaticales pourtant claires à comprendre - du point de vue de la personne qui livre l'information, ici l'enseignant-e.

Les terroristes ne se comportent pas mieux, eux qui pensent que sans sanglante action d'éclat, leur cause ne sera pas entendue.

Je vais vous avouer que j'ai beau être contre la violence de toute sorte, je me prends parfois à rêver de tenir toute une rédaction en otage pour que les journalistes non seulement donnent l'information sur une question clé, mais également amènent les politiques à communiquer dessus. Car le rôle des journalistes n'est pas seulement de livrer une information brute il est aussi de forcer la classe politique à dire son avis sur cette information.

I. Les alliances de fait entre Presse, Pouvoir Politique et Pouvoir Economique : leur impact sur l'information et la communication (II. Les stratégies pour les contourner)

Une information brute si elle n'est pas relayée par de la communication est comme un gisement minier non exploité. Il ne rapporte rien à la société, l'info est là mais on ne s'en sert pas. Pourquoi ?

Pourquoi?...

Parce qu'elle n'est pas sexy!

Le sentiment que donne le traitement de l'info par les grands médias c'est qu'elle doit soit être sexy (elle émoustille) soit être chargée de testostérone (avec cette info il va y avoir du combat dans l'air) : les ténors des partis vont s'affronter, les petites phrases et les bons mots vont voler haut (ou plutôt voler bas c'est encore mieux), la presse aura de quoi faire ses choix gras pendant plusieurs éditions. Le sujet sur lequel porte l'information doit donc aviver les passions, pour être vendeur. Si l'information ne gêne pas, les médias ne s'en soucient pas. Ils

ne vont pas en faire un sujet de communication. Aucune question ne portera sur ce sujet parce qu'il est ... INSIPIDE! Il ne réveille aucune émotion.

En tant qu'activiste pour les droits humains, j'ai eu à participer, je participe encore à diverses campagnes, conférences ou ateliers sur des sujets aussi différents que la dépénalisation de l'homosexualité, l'harmonisation du Code de la Famille avec la Constitution et le conventions internationales, la sanction de ceux qui exploitent les petits talibés, l'application effective de la loi réprimant la pédophilie, les viols et les violences conjugales, ... la parité dans les assemblées électives de la République.

Devinez lequel de ces sujets est complètement boycotté par les médias même à une époque où l'actualité politique exigerait pourtant qu'on en parle, qu'on en débatte ?

. . .

Pourquoi cette conspiration du silence des politiques et des médias autour de ce sujet ? Le gouvernement a proposé une quarantaine de modifications du code électoral, *Benno* en a proposé une soixantaine. En tout nous avons une bonne centaine de propositions de réforme et PAS UNE SEULE n'aborde la question de l'accès des femmes aux listes de candidature et aux instances délibératives. Ils ne peuvent pas plaider l'ignorance alors que depuis 2005, le COSEF a initié une campagne « Avec la Parité consolidons la démocratie » portant à l'attention de la nation la question de l'exclusion massive des femmes des instances délibératives, ainsi que celle de la discrimination dont elles font l'objet dans les faits sur la scène politique. Nous avons rendu visite aux dirigeants de tous les partis qui ont bien voulu nous recevoir, nous leur avons fait signer des pétitions, nous leur avons envoyé des lettres, nous avons fait des marches, nous avons obtenu de quatre des plus grands juristes et plus grandes juristes de ce pays qu'ils et elle nous élaborent un modèle de proposition ou projet de loi sur la parité, à soumettre au Président de la République et à tous les autres chefs de partis. A chacune de ces étapes la presse a été conviée à couvrir l'événement.

Mais la parité n'intéresse pas les médias, aussi laissent-ils le personnel de la classe politique disputer leur partie de ping-pong quant aux réformes à apporter au code électoral sans qu'un seul journaliste, homme ou femme, que ce soit dans la presse écrite ou audiovisuelle ne pose une seule fois la question :

- « Et la place des citoyens de sexe féminin dans tout ça ? » ou
- « Qu'avez-vous prévu pour résoudre la question de leur nombre insignifiant dans les listes de candidature ? »  $\underline{ou}$
- « Connaissez-vous l'article 7 de la Constitution qui dispose que la loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et postes ? » ou bien
- « Toutes les dispositions de la Constitution sont-elles importantes pour vous ou est-ce que seules celles garantissant votre accès au pouvoir valent la peine d'être citées, étudiées, utilisées ? » <u>ou encore</u>

« D'après vous qu'est-ce que « favoriser l'égal accès » signifie ? Pour vous est-ce que cela veut dire « Laisse tomber, tout ce qui ne conforte pas mon pouvoir d'homme m'indiffère. » » ?

Accordez-moi que les questions à poser sur ce thème ne manquent pas ? Quand je pense au temps que l'on a passé sur un certain article de la Constitution où il s'agissait de savoir quelle interprétation faire du « ; » séparant deux membres de phrases (article sur la durée du mandat du Président), je m'étonne sur le silence qui accompagne toute une phrase. Mais il est vrai qu'il ne s'agit ici que de permettre aux femmes d'être des citoyennes à part entière.

Paradoxalement c'est justement parce que la parité n'est pas une question controversée que les médias s'en désintéressent. En effet, la population sénégalaise hommes et femmes confondus, accueille très positivement le principe d'un nombre égal de femmes et d'hommes dans les assemblées locales et nationales. Vous n'avez vu personne s'élever contre le Sénat au motif qu'il y aurait trop de femmes (40%). La polémique n'a jamais porté sur ce point.

Notez que lorsque des animateurs parlent de parité dans les médias, ils s'arrangent toujours pour faire glisser le débat sur les relations conjugales et « la parité entre mari et femme ». Justement parce que c'est là qu'il y a matière à controverse.

## II. Les alliances de fait entre Presse, Pouvoir Politique et Pouvoir Economique : Stratégies pour les contourner

Tout ceci révèle une complicité de fait entre les grands groupes de presse, privés et publics, et la classe politique pour ne faire de la communication que sur les informations qui se présentent en gants de boxe ou en nuisette, pour parler en langage imagé des informations qui titillent les hommes.

Mon amie Oumy Cantome Sarr, qui est une professionnelle des médias en plus d'être une membre active de la société civile, a fait l'analyse suivante de la situation quand j'ai dit, sur un forum de discussion féministe, qu'il ne fallait pas compter sur la classe politique pour parler de parité, quelle que soit la quantité, la qualité ou la pertinence des arguments avancés:

Je suis tout à fait d'accord mais il est temps que tout le travail mené par la société civile soit capitalisé au sein des partis politiques. Si, les femmes leaders dans leurs partis n'arrivent pas à influencer les décisions, y a matière à revoir.

Kiné, actuellement la société civile n'est pas impliquée dans les réflexions sur le code électoral alors qu'elle a bien sa place ne serait - ce que son rôle de neutralité pourrait aider à arriver à des consensus et veiller à ce que les questions de genre soient prises en compte.

Je ne veux point que le débat féminin reste entre les mains des femmes alors que les leaders politiques savent bien comment appâter l'électorat féminin. Il faut que les

organisations avec les femmes des partis politiques changent de stratégie par rapport à la conquête du pouvoir.

D'autre part, Mariétou disait l'implication des radios communautaires. Oui, elle est nécessaire mais quelle est l'organisation de femme qui soutient la radio communautaire ?

Le soutien n'est pas financier mais aujourd'hui je pense que la radio communautaire doit être un outil d'appropriation par les femmes. Si j'ai besoin de parler avec une certaine élite de femmes, je peux le faire dans les médias privés classiques mais pour toucher les femmes rurales, il faut passer par la radio de leur localité qui leur parle dans leur langue. Alors, outillons-les.

Quelle est l'organisation de femme qui confie des émissions aux radios communautaires ? Peu d'entre elles. Y a matière à discuter. »

Y'a matière à discuter en effet. D'abord, la solution passe-t-elle obligatoirement par les médias communautaires? Je veux bien, mais alors que l'on m'accorde de penser que cela vaut constat de faillite des grands groupes de presse à porter, sans discrimination, la communication sur les informations issues de la société civile. Si ce constat d'échec est avéré ce serait grave car, rappelons-le, avec le devoir d'informer, les médias ont une mission de service public irremplaçable.

Et c'est sur la manière de garantir une information plurielle au citoyen et... à la citoyenne que je vais conclure mon exposé

#### CONCLUSION

#### LE DROIT A L'INFORMATION PLURIELLE

On parle souvent du droit d'informer en corrélation avec la liberté de la presse mais moi je voudrais rappeler ici l'autre versant de ce droit, à savoir le devoir d'informer qu'il faut associer au droit à l'information plurielle.

Article 8 de la Constitution

La République du Sénégal garantit à tous les citoyens les libertés individuelles fondamentales, les droits économiques et sociaux ainsi que les droits collectifs. Ces libertés et droits sont notamment :

- Les libertés civiles et politiques : liberté d'opinion, liberté d'expression, liberté de la presse, liberté d'association, liberté de réunion, liberté de déplacement, liberté de manifestation,
- les libertés culturelles,
- les libertés religieuses,
- les libertés philosophiques,
- les libertés syndicales,
- *la liberté d'entreprendre,*
- le droit à l'éducation,

- *le droit de savoir lire et écrire,*
- *le droit de propriété,*
- le droit au travail,
- le droit à la santé,
- le droit à un environnement sain,
- *le droit à l'information plurielle,*Ces libertés et ces droits s'exercent dans les conditions prévues par la loi.

Qu'est-ce donc que ce droit à l'information plurielle ? C'est le droit à une information qui ne soit pas monopolisée, triée et filtrée par les grands groupes de presse d'une part et par les médias publics plus ou moins soumis à la pression des autorités étatiques d'autre part. Entre ces deux grandes forces médiatiques, il s'avère en effet indispensable d'assurer une place solide aux radios communautaires. Au vu de la réalité médiatique telle qu'elle se présente, l'effectivité du droit à l'information plurielle passe par ces radios communautaires. Il faut donc les soutenir et assurer leur sécurité financière afin d'asseoir leur indépendance vis-à-vis des autorités étatiques mais aussi vis-à-vis des forces du marché qui imposent des programmes vendeurs.

#### JE VOUS REMERCIE DE VOTRE ATTENTION

# Regards croisés sur les rapports entre politiques et médiats

### L'information et la communication, sont-elles conciliables?

#### Fanta Diallo, sociologue, maire adj. Au Point E

Nous sommes ici réunis pour discuter d'une problématique capitale pour tout homme politique : la communication.

La thématique qui nous préoccupe est la suivante : l'information et la communication sont elles conciliables ?

Pour en discuter, je me présente en face de vous aujourd'hui en tant qu'Adjointe au Maire de la Commune d'Arrondissement de Fann-Point.E-Amitié, car je n'oserai parler autrement de communication en face de maitre d'œuvre dans ce domaine. Cependant, permettez-moi de dire tout d'abord ce que j'entends par communication et ensuite information avant de répondre à la question capitale qui nous est posée ici.

La communication est l'action, le fait, de communiquer, d'établir une relation avec autrui, de transmettre quelque chose à quelqu'un par le biais de l'utilisation de l'ensemble des moyens et techniques permettant la diffusion d'un message auprès d'une audience plus ou moins vaste et hétérogène. Elle est aussi l'action pour quelqu'un, un homme politique en l'occurrence, toute stratégie de communication qui a pour objet la conquête ou la conservation du pouvoir. Il s'agit pour l'homme politique d'informer et de promouvoir son activité auprès du public, pour valoriser son image, par tout procédé médiatique approprié.

Il faut avouer que la communication est en fait, une science partagée par plusieurs disciplines et ne répond ainsi donc pas à une définition unique. Si beaucoup s'accorde pour la définir comme un processus, les points de vue divergent lorsqu'il s'agit de qualifier ce processus.

- Un premier courant de pensée, regroupé derrière les "Sciences de l'information et de la communication", propose une approche de la communication centrée sur la transmission d'informations. Il s'intéresse aussi bien à l'interaction homme-machine qu'au processus psychique de la transmission de connaissances (avec l'appui des sciences cognitives).
- Un second courant, porté par la psychosociologie, s'intéresse essentiellement à la communication interpersonnelle (duelle, triadique ou groupale). La communication est alors considérée comme un système complexe qui prend en compte tout ce qui se passe lorsque des individus entrent en interaction et fait intervenir à la fois des processus cognitifs, affectifs et inconscients. Dans cette optique, on considère que

les informations transmises sont toujours multiples, que la transmission d'informations n'est qu'une partie du processus de communication et que différents niveaux de sens circulent simultanément.

 Enfin, un troisième courant, issu de la psychanalyse, traite de la communication intrapsychique.

Après avoir énoncé ce que j'entendais par communication, je vais en faire de même pour le concept d'information.

L'information, au sens commun du terme, est le moyen pour un individu de connaître son environnement : notre environnement nous envoie des informations. Nous avons faim parce que notre estomac nous a informé de son besoin. La chaleur d'une flamme nous informe du possible danger de la brûlure. Certaines informations sont vitales, d'autres non. Donc l'information désigne l'élément conceptuel qui permet le traitement, le stockage et le transfert de connaissance.

Après avoir définis les deux concepts que sont celui de communication et d'information nous pouvons à ce niveau répondre à la question qui nous est posée ici à savoir si ces deux concepts sont conciliables.

Je pense que le courant portée par psychosociologie a entièrement répondu à cette question, en considérant l'information comme une partie du processus de communication, car en réalité, dans le fond, lorsqu'un homme politique communique c'est dans le but de faire passer une information, une connaissance ou encore d'émouvoir. Pour Bernard MIEGE (2004)<sup>1</sup>, l'information est le contenu cognitif et symbolique de la communication.

La communication pour les politiques que nous sommes nous permet d'assurer la visibilité entre le sommet incarné par les politiques et la base représentée par les populations, et d'avoir une existence symbolique en dehors des échéances électorales. Elle nous permet d'avoir une visibilité qui nous permet d'exister dans l'espace public, ce qui rend possible la discussion publique de nos idées et de nos projets.

Pour peut être confirmer cette position, faisons appel à Dominique Wolton qui pense que la communication surtout politique est l'espace où s'échange le discours contradictoire de trois acteurs qui ont la légitimité de parler de la chose publique à savoir : l'Homme politique, les journalistes et l'opinion publique. Cet idée recadre notre thème sur le rapport pouvoir-médiats et surtout le lien qui existe entre l'information et la communication.

A ce niveau, permettez-moi de reformuler la question du jour en ces termes : la communication et l'information sont elles conciliables dans les collectivités locales ?

Je dois souligner à ce niveau que la communication dans les collectivités a une certaine particularité puisque la citoyenneté et l'intérêt général doivent occuper une place centrale. Sa particularité est qu'elle est fortement rattachée à un territoire et à des institutions. Elle permet

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Miège Bernard (2005), *La pensée communicationnelle*, Presses Universitaires de Grenoble, 126 p.

de rendre compréhensible les choix et les actions des élus. La communication des collectivités locales se caractérise par la particularité de la cible. Dans les collectivités locales la cible est la population du territoire couvert par l'institution. Cette cible est très complexe car l'habitant étant tout à la fois : usager, électeur, contribuable, être social, acteur local, citoyen. Pour montrer la complexité de cette cible, je m'en vais donner un exemple :

La passation de service entre l'équipe municipale sortante et la nouvelle a été un cadre d'échange avec une action de communication à savoir, le point de presse où il est ressortie une information de taille : la déclaration de patrimoine du nouveau maire. Cette déclaration de patrimoine et la présentation du nouveau bureau municipal, ont permis à la nouvelle équipe de créer une empathie entre l'équipe municipale et les populations. Ce qui nous a pour but de redonner confiance à la population car elle avait en face d'elle, une équipe municipale avec un curriculum et aussi un patrimoine à son image.

Le second exemple que nous pouvons donner est le bureau du consommateur installé à la Mairie pour permettre aux populations de s'informer et de formuler des suggestions sur le fonctionnement, les projets et les réalisations. Voilà un schéma communicationnel qui promeut la circulation de l'information .Ramenées à la presse, l'information et la communication participent à promouvoir la bonne gouvernance du fait du débat interactif empreint de transparence, même si les rapports entre pouvoirs et médiats sont parfois heurtés.

A cela, il faut ajouter l'installation des Conseils de quartier qui sont informés des différentes actions de la collectivité, ce qui nous permet d'assouvir un désir de gestion participative.

Le partage de la bonne information, associé à une bonne politique de communication dans les collectivités locales permet de valoriser la participation des populations à la vie quotidienne de la Cité, ce qui est un élément fondamental de la démocratie locale. Pour répondre à la question initialement posée, il faut dire, que pour les collectivités locales, la communication et l'information sont indissociables.

#### Information et communication sont "fondamentalement différentes", selon Mamadou Koumé

<sup>©</sup> 17/12/2009 21:08 GMT

**Dakar, 17 déc (APS)** – Le directeur général de l'Agence de presse sénégalaise (APS), Mamadou Koumé, a rappelé, jeudi à Dakar, la nécessité de distinguer l'information et la communication, affirmant que ces deux notions sont "fondamentalement différentes".

M. Koumé s'exprimait à l'ouverture des rencontres annuelles intitulées "Regards croisés entre politiques et médias", organisées par l'APS, le Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) et la Fondation Konrad Adenauer sur le thème : "L'information et la communication, sont-elles conciliables ?".

Il a à cette occasion mis l'accent sur la différence qui existe entre le travail du journaliste et celui du "communicant".

L'information est "la matière première" du journaliste, a-t-il précisé, insistant sur le fait que "l'information diffère de la communication".

Toutefois, malgré l'existence de cette frontière, force est selon le directeur de l'APS, de reconnaître que 'le ver est dans le fruit, et le loup dans la bergerie'. L'information, a-t-il indiqué, 'est aujourd'hui parasitée par la communication'.

Mais pour M. Koumé, si la communication "prend le pas le sur l'information", l'éthique et la déontologie sont "en péril".

Un avis que semble partager le représentant-résident de la Fondation Konrad Adenauer, Dr Stefan Gehrold. Selon lui, si "la communication fait partie intégrante du journalisme", elle ne doit pas cependant "prendre le pas sur l'information qui constitue la stricte vérité".

"En Europe, vous ne trouverez aucun journal sans positionnement politique. Mais vous pourrez toujours voir s'il s'agit d'un vrai journal ou d'un ramassis de feuilles éparses selon ce qu'il défend", a-t-il fait remarquer.

Mais, si la presse a "évolué de manière impressionnante depuis dix ans" au Sénégal, il n'en demeure pas moins qu'il "est impératif de veiller non seulement à la quantité des médias, mais aussi à la qualité des productions", a-t-il souligné.

ASG/AD

#### Information et communication, "deux mamelles" de la démocratie (ministre)

<sup>©</sup> 17/12/2009 19:52 GMT

**Dakar, 17 déc (APS)** – L'information et la communication constituent "deux mamelles essentielles de la démocratie", a souligné jeudi le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Moustapha Guirassy.

S'exprimant lors des rencontres annuelles de la Fondation Konrad Adenauer (FKA) intitulées "Regards croisés entre politiques et médias", M. Guirassy a rappelé que la démocratie "suppose à la fois une liberté d'expression et un sens de la responsabilité vis-à-vis de sa communauté pour permettre et améliorer notre commun vouloir de vivre ensemble".

Il a d'abord repris Jean-Luc Martin Lagardette qui définit la communication "une information journalistique" comme notamment "la description précise et/ou l'explication d'un fait (évènement ou situation) d'actualité puisé dans le présent ou ayant une signification et "diffusé par un média responsable".

"Mais alors pourquoi, si le journaliste doit professer au nom du public, et traiter de faits significatifs aux yeux de la société, être socialement responsable, continuer à confiner sa mission dans la seule sphère de l'information, centrée sur l'unique question du quoi ?", s'est interrogé M. Guirassy.

"Comment assurer en effet aux citoyens, un journalisme citoyen, si le journaliste dans l'exercice de sa profession ne s'intéresse pas comme dans la communication, à la double question du pourquoi et pour qui. Pour quelles raisons essentielles et importantes traitons-nous tel sujet? Et dans quels buts, pour quels résultats bénéfiques, instructifs, justes pour la société?", s'est demandé le porte-porale du gouvernement.

Selon lui, cette série de questions montre "combien l'information et la communication sont indissolublement liées". Mais M. Guirassy a aussi relevé que "si l'home est devenu un géant technologique, force est de reconnaître qu'il demeure encore, à l'ère des technologies de l'information et de la communication, un nain politique".

"En effet, selon lui, les hommes dominent la nature, mais ils n'ont pas encore appris à vivre ensemble et à communiquer. (...) En définitive, on peut dire avec Habermas que l'humanité moderne a développé une rationalité stratégique au détriment d'une rationalité communicationnelle".

"Ce qui est en porte-à -faux avec un vieil adage sénégalais qui veut que l'homme est le remède de l'homme par le compagnonnage mais aussi par la communication", a-t-il souligné.

Il a ajouté : "en mesurant l'importance du rôle du journalisme et la nécessité de l'exercer avec éthique et sens de la responsabilité, ne devrons nous pas alors récupérer la communication au profit du journalisme afin de lui permettre de mieux jouer son rôle pour renforce ce commun vouloir de vivre ensemble ?".

"Mais là encore ne serons nous pas forcés, de nous interroger de façon critique sur la composante idéologique de la communication qui risque de trahir l'esprit et l'âme du journalisme ?", s'est encore interrogé le ministre de la Communication.

Quoi qu'il en soit, pour Moustapha Guirassy, "ces questionnements constituent une invite à une méditation. La presse sénégalaise, comme toutes les presses du monde, est à la fois multiple et complexe. (...) Elle est ce qu'elle est et son procès ou son apologie sera celui de la société dont elle est une composante essentielle".

La manifestation était organisée par la FKA, en collaboration avec le Centre d'étude des sciences et techniques de l'information (CESTI) et l'Agence de presse sénégalaise (APS).

#### Le conflit journalisme-communication est "un élément indispensable à la démocratie" (spécialiste)

<sup>©</sup> 17/12/2009 21:31 GMT

**Dakar, 17 déc (APS)** – Le conflit entre journalistes et acteurs de la démocratie est "indispensable pour la survie de la démocratie", a estimé jeudi Moustapha Guèye, enseignant au Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI).

Introduisant le thème : "l'information et la communication sont-elles conciliables" dans le cadre des rencontres annuelles "Regards croisés entre politiques et médias", M. Guèye a indiqué que le journalisme et la communication peuvent "avoir tendance à fusionner ou à entretenir des relations conflictuelles".

Selon lui, le contexte où leurs rapports sont conflictuels "engendre plus de vitalité dans la démocratie et donne plus d'armes aux médias".

Il importe alors de privilégier "l'information journalistique au sens de rapporter la réalité des faits", a-t-il conseillé, expliquant qu'une telle démarche est "indispensable à la transparence du jeu démocratique".

En effet, explique le spécialiste de la communication, "le journaliste doit percer le voile pour voir derrière les motivations avouées ou non" par le biais de l'enquête et de l'investigation.

Il doit "jouer le rôle de reporter" en allant "voir et enquêter", a-t-il ajouté.

Moustapha Guèye a en outre affirmé que dans le cas où les rapports entre le journalisme et la communication sont conflictuels, "la communication peut être prise au piège", dans la mesure où le journaliste à la "possibilité de commenter les faits".

En revanche, si le journaliste "renonce" à faire des enquêtes et "aller au-delà du dire", "il va jouer le jeu de la communication", a souligné le conférencier, ajoutant qu'une telle démarche ne peut se faire qu'au "détriment du citoyen".

D'où, selon lui, la nécessité d'enseigner les techniques de communication aux étudiants en journalisme afin d'accroitre leur esprit critique vis-à-vis des stratégies de communication.

La conférence était organisée par la Fondation Konrad Adenauer (FKA), en partenariat avec le CESTI et l'Agence de presse sénégalaise (APS).

ASG/AD